Budget Economique Prévisionnel 2019

**Conférence de presse sur:**

**La situation économique nationale en 2018**

**et ses perspectives en 2019**

Casablanca, le 16 janvier 2019

Préambule

Le Budget Economique Prévisionnel 2019 présente une révision du budget économique exploratoire publié au mois de juillet 2018. Il s’agit d’une nouvelle estimation de la croissance de l’économie nationale en 2018 et d’une révision des perspectives économiques de l’année 2019 et leurs effets sur les équilibres macroéconomiques internes et externes et sur le financement de l’économie.

Ces nouvelles perspectives prennent en compte les résultats des comptes nationaux, des enquêtes trimestrielles et des travaux de suivi et d’analyse de conjoncture menés par le Haut Commissariat au Plan. L’élaboration du présent document se base aussi sur l’évolution de la situation de l’environnement international et sur les données monétaires et financières fournies par les autres départements ministériels et organismes financiers durant le deuxième semestre de l’année 2018.

Les perspectives économiques nationales de l’année 2019 établies dans ce budget tiennent compte des hypothèses portant essentiellement sur l’évolution de la campagne agricole 2018-2019 et les nouvelles dispositions et mesures annoncées dans la Loi de finances 2019.

Principaux indicateurs macroéconomiques en 2018 et 2019

* Croissance économique nationale prévue à 2,9% en 2019 après 3% en 2018 et 4,1% en 2017;
* Rythme modéré de croissance des activités non agricoles, passant de 2,8% en 2017 à 2,9% en 2018 et à 3,1% en 2019;
* Repli du rythme d’accroissement de la valeur ajoutée primaire à 0,1% en 2019 au lieu de 3,8% en 2018 et 13,2% en 2017;
* Légère hausse de l’inflation, exprimée par le niveau général des prix, de 0,8% en 2017 à 1,6% en 2018 avant de revenir à 1,2% en 2019;
* Rigidité à la baisse du déficit commercial, se situant à près de 18,3% du PIB en 2018 et 18,1% en 2019;
* Baisse du taux d’épargne nationale à 27,7% du PIB en 2019 au lieu de 28% en 2018 et 28,9% en 2017;
* Aggravation du besoin de financement de l’économie, passant de 3,7% du PIB en 2017 à 4,5% en 2018 avant de s’alléger à 4,3% en 2019;
* Déficit budgétaire contenu à 3,9% en 2018 et à 3,7% en 2019;
* Légère accentuation du taux d’endettement global, passant de 82% du PIB en 2017 à 82,2% en 2018 et à 82,5% en 2019. Celui du Trésor augmenterait de 65,1% du PIB en 2017 à 65,8% en 2018 et à 66,1% en 2019.

1. L’environnement international

Le contexte international est marqué par de fortes incertitudes allant dans le sens d’une perte de dynamisme de la croissance économique mondiale. Les flux de capitaux, qui ont contribué ces dernières années à l’expansion des économies de marchés émergents, s’inversent progressivement, sous l’effet notamment du resserrement des conditions de financement. Les tensions commerciales et les difficultés géopolitiques, continueraient de perturber les échanges, ce qui impacterait le niveau de l’investissement et de la demande à l’échelle internationale. Dans ces conditions, la croissance mondiale[[1]](#footnote-2) devrait poursuivre son ralentissement passant de 3,7% en 2017 à 3,6% en 2018 puis à 3,5% en 2019, avec une divergence de plus en plus accentuée entre les régions économiques.

L’activité économique dans les pays avancés, aurait bénéficié en 2018 d’une forte dynamique aux États-Unis. Une demande intérieure vigoureuse, stimulée par des réductions fiscales et des conditions financières favorables, aurait porté la croissance de l’économie américaine à 2,9%. Toutefois, le rythme de croissance devrait ralentir à 2,5% en 2019 en raison de la normalisation progressive de la politique monétaire et de la dissipation de l’effet des mesures de stimulation budgétaire ainsi que de l’adoption des mesures commerciales restrictives.

Dans la zone euro, le climat des affaires ne cesse de se dégrader. Les négociations autour du Brexit, la montée sans précédent des tensions sociales en France et l’incertitude qui pointe à teme la politique budgétaire en Italie, devraient susciter plusieurs inquiétudes. Plusieurs pays de la zone continueraient d’être pénalisés par le niveau insoutenable de la dette publique et par la baisse de leurs exportations. Dans ce contexte, la croissance de la zone euro devrait ralentir passant de 1,9% en 2018, à 1,6% en 2019, après 2,5% en 2017.

Dans les pays émergents et en développement, les perspectives économiques restent globalement inégales. Le ralentissement de la demande extérieure, l’accroissement des charges d’emprunt et la persistance des incertitudes en matière de politiques publiques, seraient autant de facteurs qui devraient peser sur l’activité économique avec une croissance globale qui devrait se maintenir à 4,2% en 2019.

En Inde, la croissance resterait robuste avec un taux accéléré de 7,5% en 2019 après 7,3% en 2018, suite au renforcement des investissements et une forte consommation privée. En Chine, la croissance économique, impactée par les mesures tarifaires restrictives et par la poursuite du rééquilibrage intérieur, devrait ralentir en 2019, mais demeurerait forte avec un taux de 6,2% au lieu de 6,5% en 2018. En Amérique Latine, le Brésil fait également bonne mine avec une activité en progression de 2,2% en 2019 au lieu de 1,2% en 2018, avec la reprise de la consommation et de l’investissement.

En revanche, la baisse du pouvoir d’achat liée à la dépréciation du rouble et la hausse de la TVA, devrait pénaliser la croissance en Russie en ramenant le taux à 1,5% en 2019, après 1,6% en 2018. La croissance économique décélérerait également pour un certain nombre d’économies émergentes notamment l’Argentine, la Turquie, l’Iran et le Venezuela, en raison de facteurs politiques propres à ces pays et aux turbulences monétaires, notamment la dépréciation de leurs devises face au dollar américain.

Dans ces conditions, la croissance du commerce mondial, devrait continuer de ralentir passant de 5,4% en 2017 à 3,8% en 2018 puis à 3,6% en 2019. Sur le marché des matières premières, le prix du pétrole devrait atteindre 67$/baril en 2019 au lieu 71$/baril enregistré en 2018, en raison d’un marché excédentaire associé à une décélération de la demande des produits énergétiques. De son côté, le rythme de croissance des produits de base hors carburants continuerait de baisser passant de 5,3% en 2017 à 1,7% en 2018 puis à 1% en 2019.

L’inflation globale serait ainsi de 1,5% en 2019 dans les pays avancés et resterait inférieure à 5% dans les pays émergents. Pour sa part, la parité euro-dollar serait en moyenne de 1,14 en 2019. Cette dépréciation du dollar, entamée depuis 2015, s’explique notamment par l’écart de croissance et du taux d’intérêt entre les Etats-Unis et la zone Euro.

L’évolution de l’économie nationale en 2018

L’économie nationale aurait bénéficié en 2018 d’une campagne agricole favorable et d’une amélioration des activités tertiaires par rapport à leurs résultats enregistrés en 2017. Cependant, les activités secondaires particulièrement dynamiques en 2017, auraient affiché une croissance moins soutenue en 2018, du fait notamment des faibles performances du secteur du bâtiment et travaux publics et du ralentissement des activités minières.

# Légère amélioration des activités agricoles et non agricoles

Le secteur agricole aurait réalisé pour la deuxième année consécutive des résultats satisfaisants, bénéficiant des conditions climatiques favorables caractérisées par une bonne distribution pluviométrique. La campagne agricole 2017/2018 aurait dégagé, ainsi une production céréalière d’environ 103 millions de quintaux, en augmentation de 7,3% par rapport à 2017.

Avec une superficie cultivée en céréales principales de 4,5 millions d’hectares, la campagne céréalière 2017/2018 aurait connu un rendement moyen record de 22,9 quintaux/hectare. Le contexte climatique aurait bénéficié aussi aux autres cultures non-céréalières notamment les cultures maraichères et fruitières et au secteur de l’élevage qui, grâce à la bonne production fourragère, aurait enregistré une évolution positive de ses activités.

Compte tenu d’une amélioration de près de 3% des activités de la pêche maritime après une baisse de 8,3% en 2017, le secteur primaire aurait dégagé une valeur ajoutée en hausse de 3,8%, contribuant ainsi, de 0,5 point à la croissance du Produit Intérieur Brut en 2018.

L’activité hors agriculture se serait inscrite dans un sentier de croissance modéré en 2018, sous l’effet du ralentissement du rythme de croissance du secteur secondaire à 2,8% et d’une amélioration de 2,9% des activités tertiaires. La croissance de 3% des activités non agricoles, en légère amélioration par rapport à 2,8% enregistrée en 2017 et à 2% entre 2013 et 2016, se serait restée, cependant, largement en deçà de 4,2% observée durant la période 2008-2012.

Au niveau du secteur secondaire, les industries de transformation se seraient améliorées, dynamisées en particulier par les activités chimiques et para chimiques et les industries mécaniques, métallurgiques et électriques. En contrepartie, le soutien apporté par l’industrie agroalimentaire, principal socle de l’activité industrielle, aurait été moins important en 2018, en raison notamment du ralentissement de la demande adressée aux industries des produits laitiers et des boissons. Les autres industries manufacturières, impactées particulièrement par la situation morose du secteur du bâtiment, auraient enregistré une baisse de 1% en 2018.

Quant au secteur minier, il aurait enregistré une croissance de 5,2% en 2018, après un net rebondissement de 16,5% en 2017. L’activité minière aurait été vigoureuse au début de l’année avant d’amorcer une phase de croissance volatile et moins soutenue à partir du deuxième trimestre 2018. La réduction des importations des pays de l’Amérique Latine et le modeste rétablissement de la demande sud-asiatique auraient conduit à une contraction de 2,3% du volume des exportations locales des dérivés phosphatées. En conséquence, les ventes du phosphate brut adressées aux industries de transformation se seraient sensiblement modérées.

En revanche, les activités du secteur du bâtiment et travaux publics (BTP), auraient continué d’enregistrer de faibles croissances, avec un taux estimé à 0,9% en 2018 après 0,7% en 2017. Le secteur du bâtiment, avec un stock de produits toujours difficile à liquider, aurait continué d’être freiné par la persistance de plusieurs contraintes liées essentiellement au financement, au foncier et aux coûts élevés de construction. Il aurait ainsi limité l’effet positif de la réalisation de plusieurs projets d’urbanisation et d’infrastructures de base sur l’activité du BTP dans son ensemble.

Les activités tertiaires dont l’activité est plus centrée sur le marché intérieur, auraient conservé leur soutien à la croissance économique globale, affichant une progression de 3% en 2018, au lieu de 2,7% une année plus tôt. La perte progressive de la dynamique des services rendus aux entreprises et des services financiers et sociaux qui assuraient à eux seuls la moitié de l’activité des branches tertiaires, aurait été compensée par la relance des activités commerciales et le maintien d’une croissance soutenue des transports et des services de l’hébergement et restauration.

Dans ces conditions, et compte tenu de l’évolution de 2,4% des impôts et taxes sur produits nets de subventions, le Produit Intérieur Brut, aurait enregistré un accroissement de 3% en 2018 au lieu de 4,1% en 2017.

L’inflation, exprimée par le niveau général des prix, aurait connu une hausse de 1,6% au lieu de 0,8% enregistrée en 2017 suite à l’augmentation des prix des matières premières notamment ceux des produits énergétiques, contribuant ainsi à la hausse de l’inflation importée.

# Une croissance économique tirée par la demande intérieure et atténuée toutefois par une contribution négative de la demande extérieure

La demande intérieure aurait continué de soutenir la croissance économique nationale en 2018, avec une contribution plus importante qu’en 2017. La contribution de la demande extérieure nette aurait été toutefois négative, suite à une augmentation des importations plus importante que celle des exportations.

La consommation des ménages résidents, bien qu’elle soit en ralentissement par rapport aux années précédentes, serait restée le moteur de la croissance nationale avec un rythme de 3,4% au lieu de 3,5% en 2017. Cette évolution s’explique notamment par la progression des revenus ruraux, atténuée toutefois par la baisse en 2018 des transferts des marocains résidents à l’étranger. Sa contribution à la croissance économique nationale serait maintenue à 2 points. La consommation publique, quant à elle, se serait sensiblement améliorée de 2,2% au lieu de 1,5% en 2017, contribuant à la croissance de 0,4 point.

Globalement, la consommation finale nationale, qui représente 70% de la demande intérieure, aurait progressé de 3,1%, maintenant sa contribution à la croissance à 2,4 points en 2018.

Pour sa part, la Formation Brute du Capital Fixe, qui a connu une baisse de 0,8% en 2017, aurait enregistré une progression de 2,9% en 2018. Sa contribution à la croissance aurait été de 0,8 point au lieu d’une contribution négative de 0,2 point en 2017. En prenant en considération la variation de stocks, l’investissement brut aurait connu un rythme de croissance plus élevé d’environ 4,8%, ramenant ainsi sa contribution à la croissance à 1,6 point en 2018.

La variation des stocks, représentant 13% de l’investissement brut, aurait affiché une contribution de 0,7 point après 1,5 point en 2017.

Au total, la demande intérieure aurait augmenté de 3,6% au lieu de 3,3% en 2017. Sa contribution à la croissance se serait ainsi améliorée passant à 4 points, au lieu de 3,6 points en 2017.

La croissance économique nationale aurait été atténuée, toutefois, par la contribution négative d’un point de la demande extérieure nette au lieu d’une contribution positive de 0,5 point en 2017. Les exportations de biens et services en volume se seraient accrues de 4,9%, alors que les importations auraient connu une hausse de 6,1%.

# Accentuation des besoins de financement de l’économie

Après l’effort de rééquilibrage allégeant le déficit budgétaire de 5,1% du PIB en 2013 à 3,6% en 2017, celui-ci aurait enregistré une légère hausse en 2018. Ce résultat s’explique par le recul du rythme d’accroissement des recettes ordinaires, conjugué à une progression plus marquée des dépenses courantes notamment celles de la compensation et de la masse salariale.

Les recettes ordinaires auraient été limitées à 20,7% du PIB en 2018, au lieu d’une moyenne de 22% entre 2010 et 2017. Ceci aurait été le résultat essentiellement d’une légère hausse des recettes fiscales qui auraient atteint 18,8% du PIB. Quant aux recettes non fiscales, elles auraient continué d’évoluer sur une tendance baissière pour atteindre 1,6% du PIB en 2018 au lieu d'une moyenne de 2,7% du PIB durant la période 2010-2017. La baisse des recettes non fiscales aurait été attribuable, notamment, au recul des dons reçus des pays du Conseil de Coopération du Golfe.

Au niveau des dépenses courantes, le renchérissement en 2018 des cours des matières premières au niveau mondial, et notamment le gaz butane, aurait induit une hausse des dépenses de compensation à près de 17,8 MMDH à fin 2018, en accroissement de près de 16% par rapport à leur niveau enregistré en 2017. Les dépenses de fonctionnement, quoiqu’elles représentent près de 79,4% des dépenses courantes, auraient continué d’emprunter une tendance haussière, pour se situer à près de 15,2% du PIB en 2018.

En prenant en considération les dépenses budgétaires d’investissement qui auraient représenté 5,7% du PIB, le déficit budgétaire aurait connu en 2018 un creusement pour atteindre 3,9% du PIB en 2018, après 3,6% en 2017.

Le recours de l’Etat aux emprunts, pour couvrir son besoin de financement, aurait induit une hausse de la dette du trésor à 65,8% du PIB au lieu de 65,1% en 2017 et d’une moyenne de 59,1% du PIB entre 2010 et 2016. La dette intérieure du trésor aurait atteint 52,6% du PIB contre 50,7% en 2017, alors que la dette extérieure aurait reculé pour se situer à 13,1% du PIB au lieu de 14,4% en 2017.

Par ailleurs, la dette extérieure des établissements et entreprises publiques garantie par l’Etat aurait atteint près de 16,4% du PIB en 2018 au lieu de 13,6% entre 2010 et 2017, dépassant largement, depuis l’année 2015, la dette extérieure du trésor. Dans ces conditions, le taux d’endettement public global aurait atteint 82,2% du PIB en 2018 au lieu de 82% en 2017.

Au plan des finances extérieures, la balance commerciale en 2018 aurait continué de dégager un déficit en accentuation structurelle pour atteindre 18,3% du PIB au lieu de 17,8% en 2017. Ce résultat s’explique par l’effet conjugué de la hausse importante des prix des matières premières au niveau international et de l’augmentation du volume des importations, suite aux besoins permanents du pays en produits importés.

L La balance des services qui aurait continué d’être excédentaire pour représenter 7% du PIB, n’aurait pas pu atténuer le déficit en ressources qui se serait inscrit en hausse pour atteindre 11,4% du PIB au lieu de 10,9% en 2017.

Dans l’ensemble, l’économie nationale aurait connu une baisse du taux d’épargne intérieure de 23,1% du PIB en 2017 à 22,5% en 2018, en raison d’un rythme de croissance aux prix courants de 5,5% de la consommation finale nationale, plus élevé que celui de 4,6% du PIB nominal. Tenant compte de la baisse de la part des revenus nets en provenance du reste du monde par rapport au PIB de 5,8% en 2017 à 5,5% en 2018, l’épargne nationale se serait située à 27,9% du PIB en 2018, en baisse par rapport à 28,9% enregistré en 2017.

Compte tenu d’un niveau d’investissement brut en baisse par rapport au PIB à 32,4% en 2018 au lieu de 32,7%, les besoins de financement de l’économie nationale auraient connu une aggravation à 4,5% du PIB en 2018 au lieu de 3,7% en 2017.

Le marché monétaire, de son côté, aurait été affecté en 2018 par une situation de sous liquidité bancaire induite par la tendance à la baisse du niveau de disponibilité en réserves internationales entamée en 2017 sous l’effet, notamment, de l’accentuation du déficit courant des finances extérieures. Ces réserves auraient atteint près de 230 MMDH en 2018 au lieu de 241 MMDH en 2017, ce qui aurait assuré la couverture de près de 4,8 mois d’importations des biens et services en 2018 au lieu de 5,4 mois en 2017.

Par ailleurs, les crédits bancaires, après l'évolution positive à deux chiffres enregistrée durant la période 2008-2012, ils auraient entamé une série de décélérations. Leur rythme d’accroissement, qui est passé à 3,2% entre 2013 et 2017, n’aurait pas dépassé 2% en 2018. Cette évolution aurait été attribuable à une amélioration timide des principales composantes des crédits, notamment ceux destinés à l’immobilier et à l’équipement.

Toutefois, la création monétaire en 2018 aurait bénéficié partiellement de l'expansion des créances nettes sur l'administration centrale qui aurait affiché un accroissement dépassant 22% au lieu de 17,8% en 2017. Dans ces conditions et compte tenu des prévisions retenues pour la croissance économique nationale en 2018 et l’évolution du niveau général des prix, la masse monétaire aurait connu une hausse de près de 3,5%, en ralentissement par rapport à 5,5% enregistrée en 2017 et 5,1% entre 2011 et 2016.

1. Perspectives économiques en 2019

Les perspectives économiques nationales pour l’année 2019 prennent en considération, en plus des nouvelles dispositions de la loi de finances 2019, en matière de dépenses d’investissement, de fonctionnement et de compensation, les hypothèses afférentes aux nouvelles tendances de l’environnement national et international.

Ces prévisions se basent également sur la réalisation d’une production céréalière moyenne durant la campagne agricole 2018-2019 et une consolidation des activités des autres cultures et celles de l’élevage. Elles supposent une hausse de 3,6% en 2019 de la demande mondiale adressée au Maroc, d’un redressement de près de 3% des transferts des MRE, de la progression de 4% des recettes touristiques et de la consolidation du rythme d’accroissement des investissements directs étrangers de 10%.

Dans ces conditions, la valeur ajoutée du secteur primaire devrait ralentir à 0,1% après 3,8% en 2018. Les activités non agricoles, en l’absence d’impulsions permettant l’enclenchement d’une reprise soutenue de la demande qui concernerait davantage la production locale et non pas les importations, devraient poursuivre leur amélioration à petits pas en 2019. Elles s’accroitraient ainsi de 3,1% au lieu de 2,9% estimé pour 2018 attribuable à l’amélioration prévue de 3,1% du secteur secondaire et de 3,2% des activités tertiaires.

Compte tenu de ces évolutions et d’une augmentation prévue de 4,5% des impôts et taxes sur produits nets de subventions, le produit intérieur brut devrait s’accroitre de 2,9% en 2019 au lieu de 3% en 2018 avec un niveau d’inflation, en baisse situé à 1,2% en 2019 au lieu de 1,6% en 2018.

Le ralentissement de la croissance économique en 2019 devrait se traduire par de faibles créations nettes d’emploi. Néanmoins, avec une légère baisse du taux d’activité, le taux de chômage atteindrait 10,1% au lieu de 10% en 2018 et 10,2% enregistré en 2017.

La demande intérieure, quoiqu’en léger ralentissement, continuerait de tirer la croissance économique nationale, au moment où la contribution de la demande extérieure resterait négative.

Dans ce cadre, la consommation des ménages s’accroitrait de 3,5% en volume, maintenant sa contribution à la croissance du PIB à 2 points. La consommation des administrations publiques devrait s’améliorer de 2,9%, contribuant de 0,5 point à la croissance du PIB. Au total la consommation finale nationale s’accroitrait de 3,3% ramenant sa contribution à la croissance du PIB à 2,6 points au lieu de 2,4 points en 2018.

La formation brute du capital fixe devrait, de son côté, s’améliorer de 3,2% et sa contribution à la croissance passerait de 0,8 point en 2018 à 0,9 point en 2019. La variation des stocks, pour sa part, devrait voir sa contribution à la croissance du PIB baisser à 0,3 point au lieu de 0,7 point en 2018.

Ainsi la demande intérieure, devrait enregistrer un accroissement de 3,4% en 2019, avec une contribution à la croissance de 3,8 points au lieu de 4 points en 2018.

Quant aux échanges extérieurs de biens et services, les exportations devraient enregistrer un accroissement de 5,9% en volume, en dépit du ralentissement de la demande mondiale adressée au Maroc. De leur part, les importations afficheraient une hausse de 6,4% au lieu de 6,1% en 2018. C’est ainsi que la contribution à la croissance de la demande extérieure nette, devrait rester négative de l’ordre de 0,8 point en 2019 après celle d’un point en 2018.

Au niveau des finances publiques, la politique budgétaire en 2019 serait marquée par le renforcement de la collecte des recettes fiscales et la mobilisation des financements nécessaires pour la couverture des charges additionnelles liées aux programmes et projets annoncés dans la loi de finances 2019. Parallèlement, les recettes non fiscales seraient confortées par la cession ou l’ouverture du capital de certaines entreprises publiques, dont le montant des recettes de la privatisation dépasserait les 5 milliards de DH. Dans ce cadre, les recettes courantes devraient représenter près de 20,8% du PIB en 2019.

Quant aux dépenses ordinaires, elles devraient atteindre 19,8% du PIB, suite à l’augmentation des dépenses de fonctionnement, notamment celles du personnel. Celles-ci devraient poursuivre leur tendance haussière dépassant ainsi les 112 MMDH, soit 46,5% des recettes qui devraient être générées par l'Etat.

Toutefois, les dépenses de compensation qui seraient en baisse en 2019, bénéficiant du recul des prix des matières premiers, devraient atténuer l’alourdissement des dépenses publiques.

En tenant compte des dépenses d'investissements qui représenteraient 5% du PIB en 2019, le déficit budgétaire devrait connaitre un allégement pour atteindre 3,7% du PIB, après 3,9% estimé pour l'année 2018.

La mobilisation des ressources financières pour couvrir les besoins de financement induirait une légère hausse de la dette du Trésor à 66,1% du PIB au lieu de 65,8% en 2018. Tenant compte de la dette extérieure garantie, le taux d’endettement public global devrait se situer à 82,5% du PIB après 82,2% en 2018.

Globalement, le financement de l’économie continuerait d’être marqué par la faible mobilisation de l’épargne intérieure. Celle-ci devrait représenter 22,2% du PIB au lieu de 22,5% en 2018. La consommation finale nationale connaitrait aux prix courants un ralentissement de son rythme de progression à 4,5% en 2019, plus élevé que celui de 4,1% du produit intérieur brut nominal.

En prenant en considération les revenus nets en provenance du reste du monde, qui devraient représenter 5,5% du PIB en 2019, l’épargne nationale se situerait à 27,7% du PIB, mettant en exergue la baisse tendancielle du taux d’épargne durant les dernières années. L’investissement brut, de sa part, baisserait à 32% du PIB au lieu de 32,4% en 2018. Le compte Epargne-Investissement dégagerait, en conséquence un besoin de financement, en allégement qui devrait se situer à 4,3% du PIB en 2019 au lieu de 4,5% en 2018.

Au niveau du marché monétaire, les principales contreparties de la masse monétaire devraient connaitre une légère hausse, notamment les avoirs extérieurs nets qui devraient augmenter pour atteindre près de 235 milliards de dirhams. En outre, les créances nettes sur l’administration centrale devraient poursuivre leur tendance haussière enregistrée en 2018. Pour leur part, les crédits bancaires devraient connaitre une amélioration de près de 3% en 2019. Dans ce contexte, et compte tenu des prévisions retenues pour la croissance économique nationale et l’évolution du niveau général des prix en 2019, la masse monétaire devrait s’accroitre de près de 4% au lieu de 3,5% en 2018.

Conclusion :

1. Les prévisions économiques pour l’année 2019 confirment le ralentissement de la **croissance économique nationale** de 3,6% durant la période 2010-2017 à 2,9% en moyenne entre 2018 et 2019. Cette décélération s'explique particulièrement par les difficultés des activités non agricoles à se réinscrire dans un sentier haussier pour se stabiliser à 3% seulement entre 2018 et 2019 au lieu d’une moyenne de 4,2% enregistrée durant la période 2008-2012.
2. Le secteur agricole aurait réalisé pour la deuxième année consécutive des résultats satisfaisants, bénéficiant des conditions climatiques favorables. Cependant la hausse de la production agricole notamment des cultures fruitières et maraichères n’aurait pas été accompagnée par une performance de l’industrie agro-alimentaire. C’est ainsi qu’il faut souligner le déphasage croissant entre les performances productives agricoles et les capacités de transformation industrielle, tenant en compte la faiblesse de la part exportée et sa concentration sur un nombre réduit de client.
3. La croissance économique nationale resterait tirée par la demande intérieure, atténuée toutefois par une contribution négative de la demande extérieure. Dans un contexte économique mondial défavorable, le ralentissement de la demande adressée au Maroc devrait limiter l’évolution des exportations des biens et services. Ceci serait de nature à réduire les capacités financières du Maroc pour couvrir ses besoins en importations, de plus en plus rigides à la baisse.
4. L’investissement commence à marquer un essoufflement significatif, sa moyenne annuelle s’inscrit dans une tendance baissière, passant à près de 32,2% entre 2018 et 2019, après avoir été de l’ordre de 33,5% pendant la période 2010-2017. Le gap entre l’épargne intérieure et le taux d’investissement resterait, cependant, élevé, enregistrant une moyenne de 10% du PIB entre 2018 et 2019, au lieu de 11,8% en moyenne durant la période 2010-2017.

Evolution du Produit Intérieur Brut en volume selon les prix de l’année précédente (En %)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Rubriques | 2016 | 2017 | 2018\* | 2019\*\* |
| Valeur ajoutée Primaire.……………………  Valeur ajoutée non agricoles.............  Valeur ajoutée secondaire……….….…  Valeur ajoutée tertiaire…..……………... | -12,5  2,2  1,0  2,9 | 13,2  2,8  3,1  2,7 | 3,8  2,9  2,8  3,0 | 0,1  3,1  3,1  3,2 |
| Valeur ajoutée totale……………….… | 0,1 | 4,3 | 3,0 | 2,7 |
| Impôts et taxes sur produits nets de subventions (ITS)………………..…………. | 8,8 | 2,8 | 2,4 | 4,5 |
| PIB non agricole (VA +ITS).................... | 3,1 | 2,8 | 2,8 | 3,3 |
| PIB en volume…………………..…………. | 1,1 | 4,1 | 3,0 | 2,9 |
| Variation du prix implicite du PIB….. | 1,4 | 0,8 | 1,6 | 1,2 |

(\*) : Estimation pour 2018 (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan pour 2019.

Equilibre Ressources-Emplois en volume (variation en %)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Rubriques | 2016 | 2017 | 2018\* | 2019\*\* |
| PIB…………………………….…………… | 1,1 | 4,1 | 3,0 | 2,9 |
| Consommation finale, dont:….… | 3,1 | 3,0 | 3,1 | 3,3 |
| * Ménages résidents……………... | 3,7 | 3,5 | 3,4 | 3,5 |
| * Administrations publiques... | 1,5 | 1,5 | 2,2 | 2,9 |
| FBCF……………………………………… | 8,7 | -0,8 | 2,9 | 3,2 |
| Exportations de B&S………………. | 5,5 | 10,9 | 4,9 | 5,9 |
| Importations B&S…………………… | 14,7 | 7,4 | 6,1 | 6,4 |
|  |  |  |  |  |

NB : -Variations en % aux prix de l’année précédente. - (\*) : Estimations (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

Ratios des autres indicateurs macroéconomiques en % du PIB

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Rubriques | 2016 | 2017 | 2018\* | 2019\*\* |
| Epargne Intérieure………….…..  Epargne Nationale ….…..………  Investissement Brut………..….  Solde de financement. ……….  Déficit budgétaire…..……….…  Dette Publique globale………  Dette de Trésor…….……………  Réserves en mois importation | 22,4  28,4  32,6  -4,3  -4,3  81,6  64,9  6,0 | 23,1  28,9  32,6  -3,7  -3,6  82,0  65,1  5,4 | 22,5  27,9  32,4  -4,5  -3,9  82,2  65,8  4,8 | 22,2  27,7  32,0  -4,3  -3,7  82,5  66,1  4,6 |

(\*) : Estimation pour 2018 (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan pour 2019.

1. PIB en volume (2010 PPP WEIGHT) selon la Banque mondiale- Janvier 2019 [↑](#footnote-ref-2)